

LE GRAND SOIR

CopyLeft :
Diffusion autorisée
et même encouragée.

Merci de mentionner les
sources.

www.legrandsoir.info

 [imprimer page](#)

ajuster taille texte :

  

mardi 24 septembre 2013

NSA & Cie, ou la guerre contre l'Amérique latine

Philippe GRASSET

Des affaires courantes révèlent l'étendue de l'activisme des USA contre l'Amérique latine, sans aucun doute exprimant un activisme radical et automatisé du Système. Le point intéressant est que l'étendue considérable de cet activisme, considéré dans la perspective des années précédentes, ne cesse de se renforcer alors que [la NSA](#), et des [pans entiers](#) du complexe militaro-industriel, ne cessent de s'affaiblir par dissolution dans leurs positions fondamentales, essentiellement intérieures. Il s'agit d'un antagonisme intéressant, qui a son explication révélatrice.

- Le point le plus brûlant et le plus prometteur à la fois dans ces développements est celui qui concerne la crise Rouseff-NSA ayant conduit à l'annulation du voyage de la présidente brésilienne aux USA. Il semble en effet qu'il faille parler d'"annulation" plutôt que de "report" comme il a été officiellement annoncé, cette nuance étant la conséquence de pure forme d'une concession faite par Rouseff au bout d'une conversation téléphonique de 20 minutes avec Obama, à l'initiative du même Obama, – sans doute sous la surveillance auditive et attentive de la NSA. [WSWS.org donne, le 19 septembre 2013](#), quelques informations supplémentaires révélatrices sur ces circonstances, qui nous suggèrent déjà le raidissement très marqué de la présidente du Brésil et le potentiel d'aggravation en train d'être activé de la crise, – on peut proposer le terme, désormais, – entre le Brésil et les USA.

« L'annulation du voyage, la première invitation officielle à Washington d'un chef d'état étranger depuis le début du second mandat du président Barack Obama et la seule qui soit programmée cette année, est un événement sans précédent. Elle témoigne de l'ampleur de la crise provoquée par les révélations sur la NSA qui ont indigné la population brésilienne et inquiété ses élites économiques et financières dirigeantes. [...] La présidente du Brésil a décidé d'annuler sa visite malgré un entretien de 20 minutes lundi soir avec Obama au cours duquel il a tenté d'apaiser la colère de Rouseff suite aux révélations de l'espionnage de la NSA. La seule concession diplomatique que le Brésil a faite, a été d'accepter que l'annulation soit présentée comme une décision mutuelle et un "report" plutôt qu'une annulation. »

- D'une façon générale, cette crise vient après diverses tentatives faites par les Brésiliens pour obtenir des explications concernant l'espionnage intrusif à l'encontre de Rouseff, sinon des excuses, de la part de la direction politique US. Plusieurs initiatives ont eu lieu dans ce sens, avec des rencontres avec Kerry, de Rouseff avec Obama (au G20), une visite de ministre brésilien des affaires

étrangères brésilien aux USA, avec une rencontre avec la directrice de la NSA Susan Rice. Toutes ces tentatives se sont soldées par le constat de positions dilatoires, d'explications à la limite de la dérision aboutissant à des promesses d'"enquêtes" destinées à durer plusieurs mois selon les règles bureaucratiques du Système, signifiant en clair l'étouffement complet de l'affaire endossée par la direction politique US, se fichant complètement d'accéder à la demande brésilienne ou bien n'ayant pas la capacité de donner des explications acceptables.

Cette attitude washingtonienne, qui donne d'habitude dans le chef de l'interlocuteur traité comme un vassal le résultat d'acquiescer à ces réponses cosmétiques et sans la moindre substance, à la limite de l'insulte par défaut, a donné le résultat inverse avec Rousseff. Mil Nikandrov expose cet effet dans un texte d'analyse pour Strategic-Culture.org du 20 septembre 2013 : « *Les promesses vides d'Obama, Kerry et autres officiels de haut rang de l'Administration étatsunienne de "se pencher sur le problème" et de "normaliser" les activités des services secrets ont eu l'effet opposé cette fois-ci. Dilma Rousseff a prouvé sans équivoque à Washington qu'elle était capable de s'opposer à eux pour défendre les intérêts de son pays, spécialement dans des domaines sensibles comme la sécurité de l'état...* »

Le texte de Nikandrov expose ensuite, assez longuement, le cadre général des activités US contre le Brésil. L'intérêt de la chose est le constat que ce cadre, où la NSA tient un rôle central parfaitement coordonné, constitue une action générale d'envergure de déstabilisation du Brésil, qui se poursuit même après les révélations Greenwald/Snowden sur l'espionnage de la NSA. On retrouve notamment, pour les dernières manifestations de protestation anti-Rousseff du 7 septembre, l'intervention des désormais habituelles organisations et tactiques US promotrices des "révolutions de couleur", avec développement des ONG qui vont bien, financement de ces ONG, etc. Nikandrov décrit cela, mais aussi les réactions de riposte et de contre-attaque du Brésil qui tendent, dans certains domaines, à s'inscrire dans un cadre de coopération contre-offensive à l'échelle du continent. Nous citons ce long extrait du texte de Nikandrov, qui est particulièrement factuel, et donc révélateur de la situation dans sa vérité.

« Parmi les mesures que les autorités brésiliennes envisagent de prendre en ce qui concerne les opérations des services secrets étatsuniens sur le territoire du Brésil, figure le renforcement du contrôle des agents répertoriés des services secrets étatsuniens pour s'assurer qu'ils ne font rien d'illégal et dans le cas contraire de les expulser du Brésil. Les autorités brésiliennes sont de plus en plus préoccupées par les signes montrant que des agents de la CIA, les services secrets de l'armée étatsunienne, et de la DEA (Drug Enforcement Administration) oeuvrent à la création de "groupes de jeunes opposants" qui ont déjà été utilisés et pourraient être utilisés dans l'avenir pour aggraver la crise dans le pays.

»Le problème de l'espionnage électronique étatsunien a été discuté au premier meeting de Mercosur et les dirigeants et les

experts se sont penchés sur le problème de la sécurité des communications par ordinateur et téléphone. Des représentants du Brésil, Venezuela, Bolivie, Argentine et Uruguay se sont mis d'accord pour prendre des mesures urgentes pour faire cesser *"l'espionnage de l'Empire et renforcer l'indépendance et la souveraineté de pays membres."* Le ministre des affaires étrangères du Venezuela, Elias Jaua, a soutenu le Brésil dans tous les domaines. Il a été décidé de créer un groupe de travail pour développer une stratégie commune pour contrer *"l'ingérence impérialiste"* et *"les opérations d'espionnage étatsuniennes qui font du tort aux gouvernements, aux entreprises et aux citoyens"*. Les ministres de la Défense du Brésil et de l'Argentine se sont rencontrés et ont signé un accord pour créer un groupe bilatéral dans le but *"de parvenir à un niveau optimal de développement de la cyber-protection et de diminuer la vulnérabilité aux cyber-attaques"*.

» Dans un interview au journal argentin Pagina 12, le ministre argentin de la Défense, Celso Amorim, a parlé de l'amélioration des capacités opérationnelles du Centre pour la Protection Cybernétique. Le ministre a seulement mentionné en passant le sujet de l'espionnage électronique de la présidente Rousseff et de son entourage, mais il a particulièrement souligné que tous les éléments à leur disposition indiquaient qu'il fallait absolument que le Brésil développe ses capacités défensives. Celso Amorim a parlé, avec une franchise inhabituelle de la part d'un chef d'agence militaire, de plans à moyen terme pour renforcer les forces armées brésiliennes. Ces plans comprennent la construction d'un sous-marin nucléaire pour patrouiller dans les eaux territoriales et protéger les gisements de pétrole du plateau continental, le développement de l'industrie aérospatiale, et la mise en route de la construction de l'avion cargo KC-390 qui doit à l'avenir remplacer dans l'armée brésilienne l'Hercules fabriqué aux Etats-Unis. Selon des sources indépendantes, le scandale autour de l'espionnage tous azimut du Brésil par les services secrets étatsuniens pourrait avoir comme conséquence le refus du Brésil de signer le contrat pour l'achat d'avions de combats 36 F-18 Hornet. *"Nous ne pouvons pas"*, disent les analystes brésiliens, *"signer des contrats aussi importants avec un pays en qui nous n'avons pas confiance"*.

» Le Brésil a l'intention de suivre l'exemple de la Russie et de la Chine en créant son propre système internet, ce qui garantirait dans une large mesure la sécurité des usagers et empêcherait les écoutes illégales des "spécialistes" de la NSA. Le Brésil projette, entre autres, de mettre en place son propre réseau de câbles vers l'Europe et l'Afrique. Les canaux actuels de communication qui passent par le territoire étatsunien sont sous total contrôle de la NSA.

» Une délégation de membres du parlement brésilien se prépare

à aller en Russie pour y rencontrer Edward Snowden et obtenir plus d'informations sur l'ampleur exacte de l'espionnage électronique étatsunien au Brésil, y compris l'utilisation de satellites espions. Une base d'écoute des communications modernisée, qui n'a pas été fermée en 2002 comme l'ont prétendu les médias, fonctionne à plein régime à l'ambassade des Etats-Unis. Les leaders brésiliens sont désormais certains que l'argument étatsunien de la guerre contre le terrorisme n'est qu'une couverture pour mener des opérations d'une toute autre nature. Dans l'hémisphère occidental, il s'agit d'infiltrer les bases de données et les réseaux électroniques des pays d'Amérique Latine, et en tout premier lieu de ceux qui essaient de mener une politique indépendante à travers des groupements comme Unasur, ALBA, Petrocaribe, etc. On pense que le fait d'obtenir des informations anticipées sur les déplacements, les itinéraires, et les lieux de résidence des leaders d'Amérique Latine considérés comme "inamicaux" à l'égard de Washington - Nestor Kirchner, Inacio Lula da Silva, Hugo Chavez et d'autres - a permis de mener des opérations spéciales contre eux, dont certaines, on le sait, leur ont été fatales.

» Cette année, le Jour de l'Indépendance célébré le 7 septembre dans la capitale brésilienne comme à Rio de Janeiro, Sao Paulo et Porto Alegre a été ponctué d'importantes manifestations parfaitement orchestrées. Les instigateurs ont scandé des slogans antigouvernementaux et accusé Dilma Rousseff, d'être un *"traître aux intérêts nationaux"*. Plusieurs douzaines de personnes ont été blessées et plus de 300 manifestants ont été arrêtés. La police enquête sur les relations secrètes entre les détenus et des "organisations sans but lucratif" financées par les Etats-Unis. Des bloggers brésiliens ont interprété ces désordres comme un "coup de semonce" des Etats-Unis contre Dilma Rousseff.

» Le personnel des services secrets étatsuniens au Brésil sera sans doute obligé de travailler dans des conditions beaucoup plus difficiles à l'avenir. Les services secrets brésiliens (Abin) essaient maintenant de redorer leur blason aux yeux de la présidente et de la population. Les leaders d'Abin, qui n'ont pas été capables de détecter les fuites d'information stratégique de première importance opérées par les Etats-Unis, causant de la sorte au pays un tort considérable aux plans politique et matériel, ont reçu de nouvelles instructions concernant les modalités de la poursuite de leur collaboration avec les partenaires étatsuniens. Comme on dit, un service en vaut un autre. »

• On doit ajouter, à cette mise à jour de la colossale offensive de déstabilisation US en cours en Amérique latine depuis le début du siècle et qui semble continuer sans le moindre frein toujours avec les mêmes résultats contre-productifs, l'incident de l'avion du président vénézuélien Maduro se déplaçant pour une visite en Chine, dont le passage par l'espace aérien de Porto-Rico

(colonie des USA) a été d'abord refusé, puis finalement autorisé vingt-quatre heures plus tard. Cette réminiscence de l'incident Morales n'a pas éveillé un grand intérêt dans la presse-Système du bloc BAO, qui a en général entériné la version US rejetant toute la faute sur la partie vénézuélienne qui ne sait donc pas remplir ses formalités de vol ... L'annonce de l'interdiction de l'espace aérien, connue le 18 septembre au soir, a été faite le 19 septembre au matin (voir Venezuelanalysis.com, le 19 septembre 2013). Le 19 septembre 2013 ([Russia Today](http://RussiaToday.com)) en fin de journée, le département d'État annonçait que l'autorisation avait été finalement accordée. La partie US expliquait que les Vénézuéliens avaient donc cochonné leur plan de vol et les annexes, confirmant au passage qu'il s'agissait d'une nation retardataire, outre d'être anti-démocratique, et incapable de suivre les normes du monde civilisé ; il était précisé, pour notre soulagement, que des efforts "extraordinaires" avaient été faits du côté US, comme il sied à l'"indispensable nation" du monde civilisé portant aide et assistance aux sous-fifres, pour finalement permettre ce passage. La déclaration du porte-parole Marie Harf vaut son pesant d'arrogance et de mépris plein de mansuétude paternaliste ; on se demande pourquoi ces robots se jugent obligés d'employer des termes aussi grossiers ("effort extraordinaire") qui finissent effectivement par être dérisoire à force d'excès.

« Selon Harf, le Venezuela n'a pas suivi la procédure correcte de demande de survol du territoire, et il a prévenu seulement un jour à l'avance au lieu des trois nécessaires. "De plus, l'avion en question n'était pas un avion officiel comme il se doit en cas d'autorisation diplomatique" a-t-elle déclaré. "Bien que la requête n'ait pas été faite dans les formes, les autorités étatsuniennes ont collaboré avec les officiels vénézuéliens à l'Ambassade du Venezuela pour résoudre le problème. Les autorités étatsuniennes se sont données beaucoup de mal pour obtenir des services concernés qu'ils donnent l'autorisation de vol dans un délai de quelques heures", a conclu Harf. »

Cette version a été complètement rejetée par la partie vénézuélienne, qui ajoute en prime une intervention auprès de l'ONU pour des tracasseries d'obstruction de la part des USA pour accorder des visas à la délégation vénézuélienne pour la session générale de l'ONU à la fin du mois (voir [le 21 septembre 2013](http://le21septembre2013.com)). La conjonction des deux incidents donne largement crédit à la version vénézuélienne pour le premier, sans surprise par ailleurs. [Russia Today](http://RussiaToday.com) ([le 20 septembre 2013](http://le20septembre2013.com)) avait, dans l'entretemps séparant l'annonce de l'interdiction et l'autorisation finalement accordée, réalisé une interview du journaliste US Dave Lindorff, prenant alors en compte la seule mesure d'interdiction US de l'usage de l'espace aérien de Porto-Rico. Les remarques de Lindorff gardent toute leur pertinence, puisqu'on doit absolument admettre qu'il s'agit bien d'une agression contre le président Maduro, rattrapée en dernière minute, ou bien simplement réduite à cette tracasserie administrative reflétant une pression et un avertissement US au Venezuela. Quelques extraits...

Russia Today : « Que pensez-vous du refus des Etats-Unis de laisser le leader vénézuélien traverser l'espace aérien étatsunien ? »

Dave Lindorff : « Je trouve cela fort embarrassant. C'est une attitude tellement infantile de la part d'un pays qui ne cesse de dire qu'il est important de respecter le droit international et le libre accès aérien et maritime. Refuser à un président en exercice le droit de survoler l'espace aérien étatsunien est une insulte incroyablement infantile. » [...]

Russia Today : « L'Equateur et le Venezuela ont offert l'asile à (l'ancien sous traitant de la NSA) Edward Snowden, et les présidents de ces deux pays se sont vus refuser l'accès à l'espace aérien étatsunien. Pensez-vous qu'il y a un lien entre ces deux évènements ?

Dave Lindorff : « Bien sûr, c'est ça le problème. Cet enchaînement précipité d'actions, annuler le projet de rencontre avec le président Poutine sur Snowden, obliger l'avion du président de Bolivie (Evo Morales) à atterrir en urgence, et maintenant refuser l'accès à l'espace aérien d'une colonie étatsunienne à un autre président qui a aussi offert l'asile à Snowden. En tant qu'Américain, je dois vous dire à quel point le comportement impulsif et désordonné de mon gouvernement m'embarrasse. »

L'ensemble de ces événements, les détails qui les accompagnent, d'autres initiatives encore comme celle du président bolivien Morales qui veut assigner les USA devant le Tribunal Pénal International pour "crimes de guerre", donnent un tableau général qui marque l'appréciation d'une "guerre" subversive notamment par l'espionnage et la communication conduite par les USA contre l'Amérique latine, avec les moyens modernes de communication, – de l'espionnage et de l'écoute intrusive à l'activisme des organisations subversives à ciel ouvert, modèle-"révolution de couleur". Cette "guerre", toujours latente, a pris un tour aigu et extraordinairement agressif depuis qu'a éclaté la crise Snowden/NSA, cette crise permettant par ailleurs de mettre à jour les dimensions et l'agressivité extraordinaire de cette guerre. La crise Snowden/NSA est donc plus que jamais active et produit ses métastases bienfaisants à l'encontre du Système.

Dans les divers incidents rapportés, on rester assez perplexe devant la tactique suivie par les USA, allant de l'attitude grossièrement contre-productive à l'action à ciel ouvert sans souci de camouflage qui a pour effet d'alerter un peu plus et de mobiliser plus encore le continent du Sud contre les USA, – résultat qui ne brille pas par son habileté. L'attitude extraordinaire d'inconsistance maladroite et méprisante de la clique Obama-Kerry face à Rousseff est expliquée par Nikandrov par le souci intérieur d'éviter les critiques des républicains radicaux (« ... *Obama ne veut pas dire ou faire quoi que ce soit que ses adversaires au Congrès ou des journalistes puissent interpréter comme des preuves de "faiblesse" dans la gestion d'un conflit avec un pays du "tiers monde"* »). Certains commentateurs avancent même l'explication d'un Obama indifférent, chargé par ailleurs de problèmes plus importants et plus pressants que celui des relations avec le Brésil. Si l'on peut accepter en partie ce type d'explications, tout

en les jugeant parfois un peu courtes, sinon très contestables (les relations avec le Brésil sont un problème stratégique important, sinon plus, pour Obama), nous ajouterions quant à nous, et peut-être avec un accent très particulier, l'impuissance où se trouve la direction politique, et d'obtenir des renseignements et des garanties de la NSA satisfaisant les Brésiliens et d'autres, et de contrôler la machinerie subversive US, et même de parvenir à lui insuffler une orientation plus habile et plus efficace.

Quoi qu'il en soit de ces modalités, il reste qu'avec cet ensemble d'événements on se trouve conduit à constater que la crise Snowden/NSA, dont ces mêmes événements sont tous la conséquence dans leur exposition publique et l'exacerbation des tensions que cela implique, est une formidable machine d'aggravation des situations générales au plus haut niveau, et concernant des ensembles stratégiques fondamentaux. C'est un énorme revers pour les USA, parce que mettre à découvert d'une façon aussi spectaculaire et ostensible une telle offensive subversive implique des conséquences catastrophiques dans le chef des mobilisations impliquées pour les pays agressées, et des dégâts continuels faits à la position d'influence des USA au profit du renforcement de son image de rogue state (États-voyou, si si). Bien entendu, cet "énorme revers" n'est pas un accident, ou le simple fruit d'une erreur, mais la poursuite d'une tendance générale (surpuissance-autodestruction) marquée d'une façon générale par la prise en mains des orientations stratégiques par des ensembles machinistes comme la NSA et mis en œuvre par une bureaucratie pléthorique.

Le caractère intéressant de cette situation est la prévision d'aggravation continue qu'on peut faire, et même d'accentuation de cette courbe, sans le moindre souci tactique, simplement parce qu'il y a une logique invertie naturelle entre l'affaiblissement par dissolution accélérée de la NSA à l'intérieur, et dans le système de la communication, et sa réaction "de défense" qui est de poursuivre et d'accentuer ses actions essentiellement extérieures, pour tenter d'éviter la poursuite de la dégradation intérieure et tenter de rehausser son statut en voulant prouver son efficacité "opérationnelle" dans la défense des intérêts de sécurité nationale à l'extérieur. Tout cela est réalisé avec une telle grossièreté, un tel aveuglement, que certes les effets extérieurs sont catastrophiques, mais qu'il y a même des effets intérieurs indirects contre-productifs, inversant donc totalement le projet tactique. La NSA prouve qu'elle est aussi illégale et intrusive à l'extérieur qu'à l'intérieur, et qu'en plus les résultats sont de plus en plus négatifs pour les USA. Aujourd'hui, le résultat net, évident, direct, de toutes ces actions est de radicaliser à très grande vitesse les pays les plus modérés d'Amérique latine, et notamment l'immense Brésil avec une Rousseff qui aurait voulu incurver la politique héritée de Lula dans le sens d'un accommodement avec les USA. Cette radicalisation générale, qui va se nourrir d'elle-même en plus d'être suscitée par les USA, risque bien de déboucher sur une véritable mobilisation antagoniste de tout le continent latino-américain, bien au-delà de tout ce qu'on a pu imaginer.

Philippe Grasset

Traduction des parties en Anglais : Dominique Muselet

http://www.dedefensa.org/article-nsa_et_cie_ou_la_guerre_contre_l_am_r...

http://www.dedefensa.org/article-nsa_et_cie_ou_la_guerre_contre_l_am_rique_latine_21_09_2013.html

<http://www.legrandsoir.info/nsa-cie-ou-la-guerre-contre-l-amerique-latine.html>